

Numéros dans les séries spéciales :
579 TM — 211 TOM

INSTRUCTION N° 60-188 - A 8
du 2 Décembre 1960

CLASSEMENT
A 8

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :
n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction
n° du

REGIME DE RETRAITES COMPLEMENTAIRE
DES ASSURANCES SOCIALES
POUR CERTAINES CATEGORIES D'AGENTS DE L'ETAT
NON TITULAIRES

(Régime de l'I. G. R. A. N. T. E. institué par le décret n° 59-1569
du 31 décembre 1959.)

DOCUMENT A ANNOTER

Néant.

Par instruction du 10 novembre 1960, dont le texte est notifié en annexe, le Ministre des Finances et des Affaires économiques et le Ministre du Travail ont fait connaître aux Ministres et Secrétaires d'Etat les modalités d'application du décret n° 59-1569 du 31 décembre 1959, portant création d'un régime de retraites complémentaire des assurances sociales pour certaines catégories d'agents de l'Etat non titulaires.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGS	PGS	TPG	DOM	ES	DS	IS	SIA	TGP	TGA
PGM	TGT	RFA	TOM	CLV	PY	CY	CAC	PGA	

INSTRUCTION
N° 60-188 - A 8
du
2 décembre 1960.

Pour l'application de ce régime de retraites il est créé une institution de prévoyance dénommée « Institution générale de retraite des agents non titulaires de l'Etat » (I. G. R. A. N. T. E.), gérée par la Caisse nationale de prévoyance.

Les Comptables sont priés d'appliquer ces instructions en ce qui les concerne.

Leur attention est appelée sur les prescriptions de la Section II — Organisation financière, de cette instruction relative :

- à l'assiette, aux taux et aux modalités de versement des cotisations ;
- aux règles applicables pour la validation des services antérieurs au 1^{er} janvier 1960.

Le montant des sommes encaissées au profit de l'I. G. R. A. N. T. E. sera imputé au compte n° 28-019 « *Recettes à imputer p/c Caisse des Dépôts et Consignations* » subdivision 4 « *Opérations diverses* ».

Dans les dix premiers jours de chaque mois le solde créditeur du compte n° 28-019 sera porté au crédit du compte n° 28-001 « *Recettes à transférer à l'Agent Comptable Central du Trésor p/c Caisse des Dépôts et Consignations* » dans des conditions qui seront fixées par circulaire de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Lorsque le montant du transfert comprendra des versements pour validation de services antérieurs, les Comptables supérieurs devront le signaler à la Caisse des Dépôts et Consignations en indiquant, pour chaque versement, le nom de la partie versante et l'origine des fonds.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique
et par délégation du Ministre :

Le Chef de Service,

R. VÉRON

INSTRUCTION DU 10 NOVEMBRE 1960
POUR L'APPLICATION DU DECRET N° 59-1569 DU 31 DECEMBRE 1959
PORTANT CREATION D'UN REGIME DE RETRAITES COMPLEMENTAIRE
DES ASSURANCES SOCIALES POUR CERTAINES CATEGORIES D'AGENTS
DE L'ETAT NON TITULAIRES (REGIME DE L'I. G. R. A. N. T. E.) (1).

LE MINISTRE DES FINANCES
ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET LE MINISTRE
DU TRAVAIL

à

MESSIEURS LES MINISTRES ET SECRÉTAIRES D'ETAT.

Au cours de ces dernières années, de nombreux régimes complémentaires de retraite ont été créés en faveur des salariés « non cadres » du secteur privé.

En revanche, les agents temporaires de l'Etat n'ayant pas la qualité de « cadres » ne pouvaient jusqu'à présent prétendre qu'à la pension de retraite du régime général de la sécurité sociale.

C'est pour mettre fin à cette disparité de situations que le décret n° 59-1569 du 31 décembre 1959 (*Journal officiel* du 6 janvier 1960), complété par le décret n° 60-1019 du 19 septembre 1960 (*Journal officiel* du 24 septembre 1960), a institué pour ces personnels de l'Etat un régime complémentaire de retraites (I. G. R. A. N. T. E.) géré par la Caisse nationale de prévoyance (ex-Caisse nationale d'assurances sur la vie).

Les règles de calcul et d'attribution des prestations, ainsi que l'organisation et le mode de fonctionnement de l'institution créée pour l'application du décret, ont fait l'objet de l'arrêté interministériel du 17 février 1960 (*Journal officiel* du 1^{er} mars 1960, rectificatif *Journal officiel* du 3 août 1960). Cet arrêté a été modifié par l'arrêté du 30 septembre 1960 (*Journal officiel* du 4 octobre 1960).

La présente instruction commente, à l'usage des administrations, les dispositions des textes réglementaires susvisés et apporte des indications complémentaires sur leur portée et leurs modalités d'application.

SECTION I

Dispositions générales.

Le décret n° 59-1569 du 31 décembre 1959 organise en faveur des personnels non titulaires n'ayant pas la qualité de cadres travaillant à temps complet dans les administrations, services et établissements publics de l'Etat un régime de retraites par répartition, complémentaire du régime général des assurances sociales (régime de l'I. G. R. A. N. T. E.).

Les personnels déjà affiliés au régime de retraites complémentaire des assurances sociales institué par le décret n° 51-1445 du 12 décembre 1951 (régime de l'I.P.A.C.T.E) sont admis au bénéfice du nouveau régime pour la tranche de leur rémunération inférieure au plafond de la sécurité sociale.

(1) Institution générale de retraite des agents non titulaires de l'Etat.

A. — CHAMP D'APPLICATION

*1° Administrations, services ou établissements publics de l'Etat
visés par la réglementation.*

Le régime s'applique :

- a) De plein droit et obligatoirement dans les administrations, services et établissements publics de l'Etat ne présentant pas un caractère industriel et commercial et qui ont fait l'objet d'une inscription sur la liste établie en exécution de l'article 1^{er}, deuxième alinéa, du décret du 12 décembre 1951 ;
- b) A titre facultatif dans les établissements publics de l'Etat à caractère industriel ou commercial. Ces établissements doivent, s'ils désirent que leurs personnels bénéficient du nouveau régime de retraites complémentaire, provoquer l'intervention d'un arrêté d'extension suivant la même procédure que celle prévue pour l'extension du régime de l'I. P. A. C. T. E. aux établissements de cette nature.

2° Formalités à remplir par les administrations intéressées.

L'attention des administrations employant ou ayant employé des agents susceptibles de bénéficier du nouveau régime est appelée sur l'intérêt qui s'attache à ce qu'elles formulent dans un délai aussi bref que possible :

Leur demande d'inscription sur la liste visée au 1° a ci-dessus à moins qu'elles n'y figurent déjà au titre de l'I. P. A. C. T. E. ;

Ou leur demande d'arrêté d'extension visée au 1° b ci-dessus, afin d'éviter soit les complications qui résulteraient pour elles de la nécessité d'effectuer ultérieurement les régularisations indispensables, soit des retards injustifiés dans l'application du décret.

Toute demande d'inscription sur la liste des administrations, services ou établissements publics de l'Etat visés par le décret du 12 décembre 1951, ainsi que toute proposition en vue de la publication d'un arrêté d'extension, doit d'abord être transmise au ministre intéressé, appuyée de toutes les indications utiles pour permettre notamment d'apprécier si l'établissement ou service considéré entre effectivement dans le champ d'application de la réglementation. Il conviendra de préciser la nature juridique de l'établissement, le nombre de ses agents non titulaires remplissant les conditions de l'article 1^{er} du décret n° 59-1569, le mode de rémunération de ces agents, le montant détaillé de leurs émoluments mensuels (à l'exclusion des éléments à caractère familial), la durée du travail et le lieu d'exercice des fonctions. Le dossier devra en outre indiquer les textes de base concernant la création, l'organisation administrative et financière de l'établissement ou service et comporter l'évaluation des dépenses entraînées pour cet établissement ou service par l'institution du régime de retraites.

En ce qui concerne le cas particulier des administrations qui étaient précédemment dotées d'un régime de retraites complémentaire par capitalisation établi en vue de la constitution de rentes à la caisse nationale de prévoyance (ex-caisse nationale de retraites pour la vieillesse), il conviendra d'en faire mention au dossier en précisant le texte institutif de ce régime.

Pour les services et établissements publics de l'Etat qui ont été supprimés, le rôle normalement dévolu à l'établissement employeur est rempli par le service qui a été chargé de la liquidation. Ce service demande l'inscription sur la liste ou formule des propositions en vue de la publication d'un arrêté d'extension suivant la procédure prévue pour les administrations existantes soit de sa propre initiative, soit sur la

demande des intéressés. Ceux-ci doivent dans tous les cas adresser leur demande ou réclamation au service de liquidation, seul qualifié pour instruire et soumettre éventuellement des propositions au Ministre intéressé.

Une fois saisi du dossier complet, le Ministre intéressé le transmet au Ministère des Finances et des Affaires économiques (direction du budget, bureau S 2), avec son avis sur la demande formulée par le service ou par l'établissement considéré et, s'il y a lieu, un projet d'arrêté d'extension.

INSTRUCTION
N° 60-188 - A 8
du
2 décembre 1960.

3° Détermination des agents susceptibles de bénéficier du régime.

Les agents déjà affiliés au régime de retraites complémentaires créé par le décret du 12 décembre 1951 (I. P. A. C. T. E.) bénéficient d'office du nouveau régime de retraites pour la tranche de leur rémunération inférieure au plafond de la sécurité sociale.

Les autres agents appartenant aux administrations, services ou établissements de l'Etat inscrits sur la liste ou faisant l'objet d'un arrêté d'extension doivent, pour pouvoir bénéficier du présent régime, remplir cumulativement les conditions suivantes :

- a) Occuper un emploi à temps complet. — Il convient de considérer que cette condition est remplie lorsque l'agent non titulaire consacre à l'administration qui l'emploie de façon continue le même temps que les personnels administratifs titulaires appartenant à la même administration et exerçant des fonctions analogues. Lorsque, en raison de la nature particulière des fonctions exercées, il ne sera pas possible de procéder à cette comparaison, une durée hebdomadaire de travail d'au moins quarante heures sera exigée. Il pourra cependant être dérogé à ces règles dans les deux cas suivants :

Si, en raison du caractère particulier de l'organisation de l'administration considérée, la durée du service hebdomadaire est sensiblement différente des normes habituelles (personnel enseignant par exemple) ;

Si l'agent cumule deux ou plusieurs emplois susceptibles d'ouvrir droit au bénéfice du décret pour un temps total atteignant au moins quarante heures par semaine. Dans cette hypothèse, les propositions doivent être présentées par l'administration qui occupe l'agent pendant le temps le plus long. Pour l'application de cette disposition, il appartient à l'administration considérée de se rapprocher au préalable du ou des autres services intéressés.

- b) Ne pas avoir été recruté en qualité d'auxiliaire en application de l'article 2 de la loi du 3 avril 1950 portant réforme de l'auxiliariat.

Ces personnels sont en effet soit employés à temps incomplet, soit recrutés pour une durée très limitée pour l'accomplissement de travaux extraordinaires (personnel d'appoint), soit destinés au remplacement temporaire, et au maximum pour une durée d'une année, de fonctionnaires titulaires.

Les difficultés d'application de cette disposition à l'égard de certains personnels actuellement en fonctions devront être portées à la connaissance du Ministère des Finances (direction du budget, bureau S 2) dans le délai de deux mois à compter de la réception de la présente circulaire.

- c) N'être affilié ni à l'un des régimes légaux de retraites institués en faveur des agents titulaires de l'Etat, ni à l'un des autres régimes spéciaux de retraites fonctionnant en application des dispositions des articles 61 et 65 du règlement d'administration publique n° 46-1378 du 8 juin 1946 modifié.

L'exclusion du régime complémentaire de retraites institué par le décret du 31 décembre 1959 concerne uniquement les personnels qui se trouvent dans une situation leur ouvrant des droits à pension au titre de ces législations ou

INSTRUCTION**N° 60-188 - A 8****du****2 décembre 1960.**

— 6 —

de ces régimes légaux ou spéciaux en raison de l'emploi occupé ou pour toute autre cause, mais non les titulaires de pensions de retraites déjà liquidées à ce titre.

Cette mesure a, en effet, pour objet d'éviter qu'une même personne acquière simultanément des droits à retraite dans le régime complémentaire et dans les régimes légaux ou spéciaux.

- d) Exercer leurs fonctions sur le territoire de la France métropolitaine, en Algérie ou dans les départements de la Saoura, des Oasis, de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane française et de la Réunion.

Toutefois, lorsque l'emploi est exercé en dehors de ces territoires, les intéressés bénéficient des dispositions du décret si leur contrat de travail a été signé ou conclu dans l'un desdits territoires et s'ils justifient y avoir eu leur résidence habituelle immédiatement avant de rejoindre leur poste.

Lorsque cette condition de résidence est remplie, le bénéfice du décret est également accordé aux agents dont le contrat a été signé hors des territoires susvisés par un fonctionnaire agissant en vertu d'une délégation expresse de signature de l'autorité administrative métropolitaine ayant qualité pour procéder à leur recrutement.

B. — OBLIGATIONS DES AGENTS AFFILIÉS AU RÉGIME

Les cotisations afférentes à la période écoulée depuis le 1^{er} janvier 1960 devront, pour les personnels encore en activité, faire l'objet de rappels en vue de la régularisation de la situation des bénéficiaires dans le plus bref délai.

Pour les agents qui ont quitté l'administration entre le 1^{er} janvier 1960 et la date de publication de la présente instruction, les versements afférents à cette période devront être effectués dans les conditions et suivant les règles applicables pour la validation des services antérieurs au 1^{er} janvier 1960. Ces règles sont indiquées dans la section III ci-après (Organisation financière, § B).

C. — POINT DE DÉPART DU DROIT A LA RETRAITE

Les allocations de retraite complémentaire ne peuvent être servies aux agents remplissant les conditions requises qu'à partir :

- a) Du 1^{er} janvier 1960 en ce qui concerne les personnels des administrations de l'Etat pour lesquels l'institution du régime complémentaire est obligatoire ;
b) De la date d'effet des arrêtés d'extension en ce qui concerne le personnel des autres établissements de l'Etat pour lesquels l'institution du régime est facultative.
Cette date ne pourra, en aucun cas, être antérieure au 1^{er} janvier 1960.

SECTION II

Organisation administrative.

Il est créé pour l'application du régime de retraites complémentaire en cause une institution de prévoyance dénommée « Institution générale de retraite des agents non titulaires de l'Etat » (I. G. R. A. N. T. E.). Les agents doivent être affiliés à l'I. G. R. A. N. T. E. par les soins de celle-ci, sur l'initiative de leur administration, service ou établissement.

L'I. G. R. A. N. T. E. fonctionne dans les conditions prévues par l'article L. 4 du Code de la sécurité sociale et les articles 43 à 58 du décret n° 46-1378 du 8 juin 1946

modifié, sous réserve des dispositions de l'article 3 du décret n° 59-1569 soumettant les statuts de l'institution à la formalité de l'approbation donnée par arrêté concerté du Ministre du Travail et du Ministre des Finances et des Affaires économiques.

Toute modification aux statuts doit être approuvée dans les mêmes formes que les statuts eux-mêmes.

L'I. G. R. A. N. T. E. est administrée par un conseil de douze membres composé pour moitié de représentants de l'Etat et pour moitié de représentants des affiliés élus par ceux-ci dans les conditions prévues par l'arrêté du 17 février 1960.

En attendant la mise en place du conseil d'administration, un conseil d'administration provisoire sera constitué, sur une base paritaire, par arrêté du Ministre du Travail et du Ministre des Finances et des Affaires économiques.

L'I. G. R. A. N. T. E. a essentiellement pour rôle de veiller au bon fonctionnement du régime de retraites et au respect des droits et obligations des affiliés.

Elle est, à ce titre, responsable du recouvrement et de la centralisation des cotisations. Elle statue sur les difficultés qui pourraient intervenir au sujet, notamment, des justifications produites pour la validation des services accomplis avant le 1^{er} janvier 1960.

L'institution est tenue de confier à la caisse nationale de prévoyance toutes les opérations de gestion du régime de retraites et elle passe, à cet effet, avec cet organisme une convention soumise à l'approbation des Ministres désignés ci-dessus.

SECTION III

Organisation financière.

A. — COTISATIONS DUES A COMPTER DU 1^{er} JANVIER 1960

1° Assiette de la cotisation.

a) Personnel cadre déjà affilié au régime de retraites de l'I. P. A. C. T. E. (décret du 12 décembre 1951).

Les cotisations sont assises sur la fraction de la rémunération inférieure au plafond du régime général des assurances sociales.

Si, pour une raison quelconque, la rémunération de ce personnel n'atteignait pas au cours d'une certaine période ledit plafond, les cotisations seraient alors assises sur la totalité de la somme effectivement perçue, déduction faite des éléments à caractère familial, des indemnités représentatives de frais et des prestations familiales.

b) Autre personnel.

Les cotisations sont assises sur l'ensemble de la rémunération perçue par les bénéficiaires, dans la limite du triple du plafond des assurances sociales.

L'assiette de la cotisation comprend, outre le salaire de base, l'indemnité spéciale dégressive, l'indemnité de résidence et les diverses indemnités attachées à l'exercice des fonctions, notamment primes de technicité ou indemnités représentatives d'heures supplémentaires. Sont exclus les éléments ci-après :

Eléments de rémunération à caractère familial.

Indemnités représentatives de frais.

Prestations familiales.

Les prestations familiales comprennent les avantages accordés aux chefs de famille au titre de la loi du 22 août 1946 modifiée, l'indemnité compensatrice instituée par le décret du 5 octobre 1948 et l'allocation de logement.

INSTRUCTION N° 60-188 - A 8 du 2 décembre 1960.
--

INSTRUCTION
N° 60-188 - A 8
du
2 décembre 1960.

Par élément de rémunération à caractère familial il faut entendre le supplément familial de traitement.

Les indemnités représentatives de frais sont celles qui correspondent à un remboursement réel ou forfaitaire de charges ou de dépenses incombant à l'agent à l'occasion de ses fonctions. Tel est notamment le cas :

Des frais de déplacement.

Des frais de bureau ou frais de service.

Des frais de représentation, d'habillement, de nourriture, de logement et d'établissement.

De la prime spéciale uniforme de transport.

En cas de doute sur la nature d'une indemnité, il conviendra d'en référer au Ministère des Finances et des Affaires économiques (direction du budget, bureau F 3).

Il est rappelé que le plafond de cotisations aux assurances sociales, qui était fixé à 660.000 F (soit 6.600 NF) au 1^{er} janvier 1960, a été porté à 7.080 NF à compter du 1^{er} juillet 1960 pour atteindre 7.200 NF le 1^{er} janvier 1961.

Pour les bénéficiaires du régime en fonctions hors de la France métropolitaine, la cotisation est assise forfaitairement sur une rémunération égale à celle que percevrait un agent qui occuperait en Métropole un emploi de niveau hiérarchique équivalent et requérant une qualification professionnelle identique. La tranche de la rémunération ainsi déterminée à soumettre à cotisation est fixée dans les mêmes conditions que ci-dessus, en fonction du plafond des assurances sociales applicable dans la Métropole.

Remarque. — Le cinquième alinéa de l'article 2 du décret interdit le versement de cotisations pendant les périodes qui, en raison de congés accordés pour quelque cause que ce soit, ne sont pas rémunérées. Il n'est pas possible, en d'autres termes, d'effectuer des versements de cotisations correspondant à des émoluments qui n'ont pas été perçus effectivement.

2° Taux de la cotisation.

Le taux de la cotisation à la charge de l'agent est fixé à 1 %.

L'administration, service ou établissement employeur verse une cotisation égale à une fois et demie la précédente (1,50 %).

3° Imputation des cotisations.

La cotisation à la charge de l'agent est précomptée sur les émoluments dus à celui-ci, lesquels sont ordonnancés pour le net.

A partir de 1961, le versement des cotisations — part patronale et part des agents — sera assuré par prélèvement sur les crédits ouverts aux chapitres relatifs aux prestations et versements obligatoires des différents budgets.

Pour l'année 1960 et en ce qui concerne les administrations, services ou établissements dont les crédits de personnel figurent au budget général, les sommes nécessaires au versement de la part patronale sont couvertes par un crédit global inscrit au budget des finances (charges communes). Ce crédit fera l'objet d'un arrêté de répartition.

Lorsque les dépenses de personnels figurent dans un budget annexe, un crédit spécial doit être ouvert dans ce budget, sur l'initiative du service intéressé.

Enfin, dans le cas d'un budget autonome, celui-ci doit comporter un crédit destiné à couvrir les charges résultant des dispositions de la réglementation relative au régime complémentaire de retraites.

4° Versement des cotisations.

Les ordonnateurs font apparaître dans une colonne distincte des états de liquidation des émoluments le montant de la cotisation précomptée. Lorsque la cotisation a été calculée sur des rémunérations concernant des chapitres budgétaires différents, son montant est porté en déduction sur le chapitre principal.

En même temps qu'il ordonnance le montant des traitements, l'ordonnateur délivre au nom de l'I. G. R. A. N. T. E. et au titre des crédits ouverts aux chapitres budgétaires relatifs aux prestations et versements obligatoires un titre de paiement pour le montant cumulé des cotisations à la charge de l'agent ainsi que des cotisations mises à la charge de l'administration.

Ce titre de paiement est accompagné d'un avis de crédit du modèle n° 6 reproduit en annexe à la circulaire du Ministre des Finances et des Affaires économiques du 2 mars 1948 insérée au *Journal officiel* du 3 mars (p. 2223). L'avis de crédit doit être en outre accompagné d'un état nominatif des intéressés, établi par l'ordonnateur et faisant connaître la somme versée et ventilée pour chacun d'eux.

Sur le titre de paiement et l'avis de crédit, les ordonnateurs indiqueront notamment :

1° Dans le cadre du titre de paiement intitulé « Objet de la dépense » et dans le cadre de l'avis de crédit intitulé « Objet du paiement » :

- a) La désignation de l'objet du paiement ;
- b) Le mois auquel se rapporte le paiement ;
- c) Le montant global des cotisations à la charge des agents ;
- d) Le montant global des cotisations à la charge de l'administration.

Lorsque les indications précitées ne pourront être reproduites intégralement au recto du titre de paiement et de l'avis de crédit, les ordonnateurs les feront figurer en totalité ou en partie au verso des documents.

2° Dans le cadre du titre de paiement intitulé « Désignation du créancier » et dans le cadre de l'avis de crédit intitulé « Bénéficiaire du virement » :

La désignation de l'institution (I. G. R. A. N. T. E.) à laquelle sont destinées les cotisations.

3° Dans le cadre du titre de paiement et de l'avis de crédit intitulé « Compte à créditer » :

La désignation de l'institution ainsi que du Trésorier-Payeur Général du département sur lequel est assigné le paiement des émoluments et dans les écritures duquel est ouvert le compte de l'I. G. R. A. N. T. E.

Dès qu'il a vérifié le titre de paiement, le Comptable Payeur fait procéder au virement de la somme ordonnancée au compte susvisé.

5° Transfert des cotisations à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Dans les dix premiers jours de chaque mois, le Trésorier-Payeur Général transfère d'office à la Caisse des dépôts et consignations, au compte ouvert dans les écritures de la C. N. P., chargée des opérations de gestion du régime institué par le décret du 31 décembre 1959, le montant des sommes inscrites dans les conditions susindiquées au crédit du compte de l'I. G. R. A. N. T. E. Le jour même, le Comptable supérieur transmet à cette dernière institution, à l'appui d'un bordereau récapitulatif, les avis de crédit modèle n° 6 établis par les ordonnateurs.

INSTRUCTION
N° 60-188 - A 8
du
2 décembre 1960.

6° Notifications annuelles.

Au cours du mois de janvier suivant l'année au titre de laquelle ont été effectués les versements, le service ordonnateur adresse à l'I. G. R. A. N. T. E. un bordereau nominatif annuel indiquant en face du nom de chacun des adhérents le montant du traitement soumis à cotisation, la période d'emploi ainsi que le montant de la double cotisation.

Au vu du bordereau nominatif annuel et, le cas échéant, des état nominatifs mensuels, l'I. G. R. A. N. T. E. vérifie et contrôle les versements effectués.

B. — VALIDATION DES SERVICES ANTÉRIEURS AU 1^{er} JANVIER 1960

1° Règles générales de validation.

Les services répondant aux conditions prévues par le décret accomplis avant le 1^{er} janvier 1960 dans les administrations, services ou établissements de l'Etat pour lesquels le régime complémentaire prend effet à cette date pourront être pris en compte pour l'attribution de l'allocation.

Il en est de même des services accomplis antérieurement à la date d'effet des arrêtés susceptibles d'intervenir étendant le présent régime de retraite à des services et établissements de l'Etat à caractère industriel et commercial.

Toutefois, et dans les deux cas, cette mesure ne pourra intervenir que sur demande expresse des intéressés et moyennant versement de retenues rétroactives.

Les demandes de validation devront être adressées à l'I. G. R. A. N. T. E., à peine de déchéance, avant le 1^{er} janvier 1962 pour les personnels des administrations, services ou établissements publics figurant déjà sur la liste dressée en exécution de l'alinéa 2 de l'article 1^{er} du décret du 12 décembre 1951 ou, pour les autres personnels, dans le délai de deux ans à compter de la publication soit de la décision ministérielle inscrivant l'administration sur la liste susvisée, soit de l'arrêté d'extension prévu à l'article 1^{er}, deuxième alinéa, du décret n° 59-1569 du 31 décembre 1959. Ces délais sont applicables aussi bien aux agents actuellement en activité qu'aux agents précédemment radiés des cadres.

Il appartiendra à l'I. G. R. A. N. T. E. de contrôler auprès des administrations la validité des périodes faisant l'objet de la demande et, après avoir obtenu les justifications nécessaires, d'inviter les agents à effectuer les versements réglementaires à leur charge suivant les modalités ci-après :

Les versements rétroactifs à la charge du bénéficiaire sont calculés sur les émoluments perçus pendant les périodes considérées, compte tenu des dispositions prévues à l'article 2 du décret, et limités aux montants figurant en annexe à l'arrêté du 17 février 1960. Les versements doivent être effectués en totalité avant l'expiration d'un délai courant à partir de la notification faite à l'intéressé par l'I. G. R. A. N. T. E. et calculé à raison d'un trimestre par année entière de services à valider.

Les intéressés peuvent se libérer de leur dette par un versement unique ou en plusieurs versements partiels effectués au compte courant ouvert à l'I. G. R. A. N. T. E. dans les écritures du Trésorier-Payeur Général. Celui-ci vire les sommes ainsi encaissées à la Caisse des Dépôts et Consignations (C. N. P.) pour le compte de l'I. G. R. A. N. T. E. en indiquant le nom de la partie versante et l'origine des fonds.

L'intéressé peut encore se libérer en créditant le compte courant postal Paris n° 9063-41 du caissier général de la Caisse des Dépôts et Consignations en spécifiant l'objet du virement et en désignant l'institution bénéficiaire.

Dès que l'intéressé se sera intégralement libéré, l'I. G. R. A. N. T. E. provoquera auprès des administrations intéressées le versement de la part patronale correspondante.

En tout état de cause, le versement de l'intéressé doit être effectué pour sa totalité avant l'expiration du délai indiqué ci-dessus. A défaut, aucune validation n'est admise et les versements partiels éventuellement effectués à l'I. G. R. A. N. T. E. feront l'objet d'un remboursement.

INSTRUCTION
N° 60-188 - A 8
du
2 décembre 1960.

Les services antérieurs à 1960 ne peuvent être pris en compte dans la liquidation d'une allocation de retraite que s'ils ont donné lieu aux versements rétroactifs correspondants. Toutefois, les agents qui, ayant atteint l'âge d'ouverture du droit à allocation de retraite, avaient cessé leur activité à la date de la demande de validation ou viendraient à la cesser avant l'expiration du délai qui leur est imparti pour s'acquitter, pourront demander que le montant de leur dette soit précompté sur les arrérages de l'allocation de telle sorte qu'ils se soient libérés au plus tard à la première échéance suivant l'expiration dudit délai. La part patronale correspondant à la somme ainsi précomptée sera aussitôt réclamée par l'I. G. R. A. N. T. E. aux administrations intéressées.

2° Justifications relatives aux périodes susceptibles de validation.

Qu'ils soient encore en activité ou non, les agents non titulaires désireux de faire valider des services doivent en faire la demande à l'I. G. R. A. N. T. E. en précisant :

- a) Les périodes pour lesquelles la validation est demandée ;
- b) Les administrations, services ou établissements de l'Etat dans lesquels ont été exercées les fonctions ; les requérants pourront joindre à leur demande toutes pièces justificatives en leur possession telles que copies de contrats, feuilles de salaire, etc. ;
- c) Eventuellement, les périodes ayant déjà fait l'objet d'une validation au titre du décret du 12 décembre 1951 (I. P. A. C. T. E.).

Les intéressés pourront déterminer les périodes pour lesquelles la validation peut être demandée en vérifiant, avant d'établir leur demande, s'ils remplissent bien pour chacune d'entre elles les conditions prévues à l'article 1^{er} (3^e alinéa) du décret du 31 décembre 1959.

Les éléments de rémunération à prendre en considération pour l'assiette des versements rétroactifs sont identiques à ceux qui sont retenus pour le calcul des cotisations ; seuls sont donc exclus les éléments à caractère familial, les prestations familiales et les indemnités représentatives de frais.

Ainsi qu'il a déjà été indiqué plus haut, l'I. G. R. A. N. T. E. vérifiera auprès des administrations intéressées si le requérant remplissait bien, pendant toutes les périodes dont la validation est demandée, les conditions requises pour que cette validation soit acceptée. Les administrations devront fournir à l'I. G. R. A. N. T. E. toutes les justifications que cet organisme estimera utiles en ce qui concerne notamment les périodes de services accomplies, la rémunération perçue, le lieu d'exercice de l'emploi, la nature des fonctions exercées ainsi que la durée hebdomadaire du travail effectué par l'agent.

SECTION IV

Prestations.

Les allocations de retraite instituées par le décret du 31 décembre 1959 se cumulent, le cas échéant, avec les pensions, rentes ou allocations servies au titre du régime des assurances sociales.

Il est rappelé qu'en application de l'article L. 630 du Code de la Sécurité sociale les allocations de retraite de la nature de celles qui seront servies au titre de la présente réglementation ne sont pas prises en considération pour l'appréciation des

INSTRUCTION
N° 60-188 - A 8
du
2 décembre 1960.

ressources susceptibles de mettre obstacle à l'attribution de l'allocation aux vieux travailleurs salariés. En revanche, il doit en être tenu compte pour l'attribution de l'allocation supplémentaire allouée au titre du fonds national de solidarité.

En matière de prestations, le rôle des administrations, services et établissements de l'Etat se borne à délivrer aux intéressés l'attestation de service qu'ils doivent produire à l'appui de leur demande de liquidation de l'allocation.

SECTION V

Règles particulières concernant les administrations, services et établissements de l'Etat dont les personnels non titulaires étaient précédemment affiliés à la Caisse nationale de Prévoyance (ex-C. N. A. V.) en vertu d'un texte réglementaire.

Les intéressés ont la faculté soit de conserver le bénéfice des avantages acquis en application du régime de retraites par capitalisation auquel ils étaient affiliés, soit de demander la validation des services antérieurs au 1^{er} janvier 1960 au titre du nouveau régime de retraites par répartition dans les conditions prévues à l'article 15 de l'arrêté du 17 février 1960 et faisant l'objet de la section III, B, de la présente instruction.

Dans le premier cas, les rentes constituées auprès de la C. N. P. en application des régimes de retraites antérieurs restent acquises à leur titulaire et sont cumulables, si elles n'ont pas fait l'objet d'un rachat en raison de leur faible montant, avec les allocations susceptibles d'être accordées au titre du nouveau régime de retraites complémentaires en raison des services accomplis depuis le 1^{er} janvier 1960. Pour l'attribution de ces dernières, il est toutefois tenu compte, dans le calcul des dix années de services ouvrant droit à l'allocation, des périodes pendant lesquelles les intéressés ont cotisé au titre du régime qui leur était antérieurement applicable.

Dans le second cas, les versements rétroactifs correspondant au service à valider, qu'ils soient à la charge de l'agent ou à celle de l'administration, service ou établissement employeur, sont imputés d'office, à due concurrence, sur le montant de la réserve mathématique de la rente provenant des cotisations versées au titre du régime de retraites qui était antérieurement applicable. Le cas échéant, le versement complémentaire restant à affectuer soit par l'agent, soit par le service employeur, devra être opéré dans les conditions prévues pour le cas général.

Lorsque le transfert laisse subsister une rente au compte de l'intéressé, celle-ci, si elle est d'un montant inscriptible, reste payable à l'époque et dans les conditions primitivement fixées. Elle est cumulable avec l'allocation susceptible d'être servie en application du régime de retraites par répartition.

SECTION VI

Dispositions diverses.

A. — INDEMNITÉS DE LICENCIEMENT

(Art. 5 bis ajouté au décret du 31 décembre 1959
par le décret n° 60-1019 du 19 septembre 1960.)

Les bénéficiaires du régime de l'I. G. R. A. N. T. E. atteints par la limite d'âge applicable au personnel temporaire de l'Etat et susceptibles d'obtenir une indemnité de licenciement aux termes des dispositions statutaires ou contractuelles qui les régissent ne peuvent percevoir que la fraction des mensualités de ladite indemnité excédant le montant mensuel de leur allocation de retraite.

Cette disposition a pour objet d'éviter qu'un avantage essentiellement destiné à dédommager de la perte prématurée d'un emploi puisse se cumuler intégralement avec les allocations servies au titre du régime de retraite alors que le licenciement intervenant à un moment où l'intéressé ne peut plus être valablement maintenu en fonctions correspond à la cessation normale de la carrière.

Il en résulte que les dispositions de l'article 5 *bis* ne doivent être appliquées qu'aux agents atteints par la limite d'âge qui sont effectivement en mesure de prétendre, lors de leur licenciement, à une allocation servie au titre du régime de retraites.

Deux cas particuliers peuvent se présenter :

- 1° Celui des agents déjà licenciés alors qu'ils avaient atteint la limite d'âge qui leur était applicable et qui auront droit rétroactivement à une allocation de retraite. Dans la mesure où les intéressés auraient perçu une indemnité de licenciement, il y aura lieu de régulariser leur situation compte tenu des dispositions de l'article 5 *bis* et, en conséquence, de poursuivre le reversement des sommes perçues en trop ;
- 2° Celui d'agents déjà licenciés et précédemment affiliés à l'un des règlements de retraites complémentaires du régime général des assurances sociales établi en vue de la constitution de rentes à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse. En application des dispositions desdits règlements, les intéressés ont pu se trouver exclus, lors de leur licenciement, du bénéfice de l'indemnité de licenciement. Dans ce cas, ceux qui sont licenciés postérieurement au 1^{er} janvier 1960 et bénéficiaires des dispositions de l'article 15, paragraphe 2, de l'arrêté du 17 février 1960 pourront, le cas échéant, recouvrer le droit soit à l'intégralité de l'indemnité de licenciement s'ils n'avaient pas atteint, lors de leur licenciement, la limite d'âge qui leur était applicable, soit, dans l'hypothèse inverse, à une fraction de l'indemnité déterminée conformément aux dispositions de l'article 5 *bis*.

Il est rappelé que la limite d'âge applicable aux personnels temporaires de l'Etat est actuellement fixée à soixante-cinq ans par l'article 20 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947.

L'attention des administrations est attirée sur le fait que le décret n° 51-1445 du 12 décembre 1951 (régime de l'I. P. A. C. T. E.) comportant, en son article 5, des dispositions identiques à celles de l'article 5 *bis* du décret du 31 décembre 1959 modifié, il y aura lieu, pour apprécier si un agent affilié tant à l'I. G. R. A. N. T. E. qu'à l'I. P. A. C. T. E. a droit au versement d'une fraction de son indemnité de licenciement, de comparer le montant des mensualités de celle-ci au total du montant mensuel de ses allocations de retraite au titre de l'I. G. R. A. N. T. E. et de l'I. P. A. C. T. E.

B. — ALLOCATIONS VIAGÈRES DU DÉCRET DU 29 JUILLET 1939

Il ressort des dispositions de l'article 11 de l'arrêté du 17 février 1960 que l'allocation viagère instituée en faveur des anciens auxiliaires de l'Etat par le décret du 29 juillet 1939 et la loi du 18 septembre 1940 validée ne se cumule pas avec la pension servie par l'I. G. R. A. N. T. E.

En conséquence, il est exigé de tous les candidats à l'allocation instituée par le décret du 31 décembre 1959 ou allocataires âgés d'au moins soixante ans une déclaration dans laquelle :

- 1° Ils affirmeront être (ou ne pas être) titulaires de l'allocation viagère ;
- 2° Ils en indiqueront éventuellement le montant ;
- 3° Ils s'engageront à ne pas en solliciter le bénéfice sans en avertir l'I. G. R. A. N. T. E.

Lorsque la déclaration sera affirmative, la pension sera réduite à due concurrence.

INSTRUCTION
N° 60-188 - A 8
du
2 décembre 1960.

Bien entendu, il appartiendra à l'I. G. R. A. N. T. E. de faire vérifier auprès des administrations intéressées les indications qui lui seront fournies et, en cas de fausse déclaration, de répéter les arrérages indûment perçus en les précomptant éventuellement sur ceux restant à courir.

Fait à Paris, le 10 novembre 1960.

Le Ministre des Finances et des Affaires économiques,

Pour le Ministre et par délégation :

Le Directeur du Budget,

RAYMOND MARTINET.

Le Ministre du Travail,

Pour le Ministre et par délégation :

Le Conseiller d'Etat,

Directeur général de la Sécurité sociale,

ALAIN BARJOT.